

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE.

n° 5

OCT, LCR et LO capitulent devant l'Union de la Gauche

CEDOC
FONS
A. VILADOT

Pas une voix pour aucun des candidats du front populaire !

"Pour améliorer la vie". Voilà le mot d'ordre insipide que propose sur ses affiches électorales le PCF. Tandis que Mitterand déclare, lui, sur une affiche qui fait penser à une publicité de cigarettes : "Le socialisme, une idée qui fait son chemin." On ne dirait pas que dans l'année qui vient de s'écouler, la classe ouvrière française a dû subir les attaques les plus violentes contre son niveau de vie, avec en particulier le plan Barre, qui a bloqué les salaires et porté le nombre de chômeurs à un million et demi.

Dans ce pays où la combativité ouvrière est vive et où les souvenirs de 68 hantent encore la bourgeoisie et ses agents réformistes dans la classe ouvrière, les partis ouvriers de masse font une campagne électorale tellement inoffensive que l'attention est presque entièrement retenue par les chamailleries entre Giscard et Chirac.

Pour démontrer qu'ils sont "raisonnables" et qu'ils feront l'affaire, les bureaucraties réformistes imposent la trêve des manifestations de rue et contiennent le mouvement de grèves. La pression n'en continue pas moins de monter, rendant très possible une violente explosion de luttes de classes. Les grèves qui ont eu lieu ces derniers temps ont souvent été très combatives. Celle de la Caisse d'Epargne, par exemple, a duré 3 mois avant d'être liquidée début janvier sans qu'aucune revendication n'ait été satisfaite. La semaine de grèves tournantes de 24 heures dans le secteur public, semaine d'actions impuissantes, qui était de toute évidence organisée par les bureaucraties pour casser la combativité ouvrière, a pourtant été largement suivie en particulier dans la SNCF et les mines à 90% pour certaines régions. Comme les bureaucraties sont jusqu'ici parvenues à contenir les luttes, *Le Monde* peut faire remarquer avec satisfaction que "ces différentes actions ont rarement débouché sur des résultats en accord avec la combativité des grévistes" (12 janvier).

Il est reconnu en général que ces élections municipales sont un test pour les différents blocs politiques

qui se préparent pour les législatives prévues pour le printemps prochain au plus tard. Mais les succès de l'Union de la Gauche aux élections ne seront en aucun cas une victoire pour la classe ouvrière. Le front populaire n'est pas l'expression de la lutte des ouvriers pour leurs intérêts mais au contraire un obstacle à leur mobilisation pour cette lutte. Voter pour l'Union de la Gauche ou pour un quelconque des partis qui la composent, c'est voter pour la collaboration de classe, pas pour l'indépendance de classe. Les travailleurs doivent exiger, comme condition minimale à un soutien électoral, que le PC et le PS rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois et avec le Programme Commun qui sert de cadre à cette alliance de collaboration de classes. Il ne faut pas oublier les amères leçons du front populaire qui ont été infligées aux ouvriers français en 1936, et que les ouvriers espagnols en 36-39 et chiliens en 73 ont payées de leur sang.

Une "Democrazia Proletaria" aux couleurs de la France !

Les municipales auront servi de catalyseur à un "rassemblement" entre la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Lutte Ouvrière (LO) et l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) qui ont formé un bloc électoral qui présentera des candidats dans plus de 20 municipalités sous l'emblème de "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs". Ne vous laissez pourtant pas abuser par le titre : la plateforme LCR-LO-OCT déclare carrément que son but n'est pas de s'opposer au front populaire mais d'essayer de le pousser à gauche. Voter pour ces candidats est consé :

"permettre à tous les travailleurs [...] de dire qu'ils n'ont pas confiance dans la politique de compromission des partis de gauche [...] et que ceux-ci arrivent au gouvernement (sic), ils sont bien décidés à ne pas admettre qu'ils fassent la politique de la droite, comme ils l'ont fait si souvent dans le passé."

— Rouge, 23 janvier

L'accord LCR-LO-OCT n'est pas un simple accord de non-concurrence mais une liquidation derrière un

Réunion de famille des pseudo-trotskystes à Londres...
Espagne: la LCR se réfugie dans la "démocratie" franquiste...

6-7
10
Biblioteca de Comunicación
i Hemeroteca General
CEDOC

programme minimal "au plus petit dénominateur commun". Pour rester dans le ton du thème dominant de la bourgeoisie (les élections municipales), le programme se limite presque entièrement à des questions "municipales". Mises à part quelques revendications économiques (300 F d'augmentation, la semaine de 35 heures, l'échelle mobile des salaires et 2300 F de salaire minimum), toute la plateforme n'est qu'un projet sans contenu de classe de contrôle "populaire" des municipalités qui est censé faire de ces municipalités des bastions de luttes populaires.

Paris n'a pas eu de maire depuis 1871 et les candidats du bloc LCR-LO-OCT voudraient certainement faire croire à leurs électeurs que leur victoire aux municipales les mènera pacifiquement à une version "autogestionnaire" de la Commune. Ils vont même jusqu'à imaginer tout ce qu'on pourra faire dans ces municipalités "socialistes" :

"Les travailleurs ne pourront bouleverser radicalement cette situation sans un changement politique central. Mais il serait possible dès maintenant à une municipalité qui représenterait réellement les intérêts des travailleurs de mettre le conseil municipal et toutes les décisions communales importantes sous le contrôle direct des travailleurs et des couches laborieuses de la commune."

"La municipalité apportera son soutien aux travailleurs en grève (...).

"Elle exigera un droit de regard d'une commission municipale dans toutes les casernes du lieu.

"Toutes les organisations des travailleurs (...) auront la possibilité d'utiliser gratuitement les locaux et moyens d'expression dont dispose la municipalité. Ainsi leur serait garanti un droit de réunion et d'expression réel et non pas théorique.

"La municipalité sera aux côtés des travailleurs en lutte pour faire face aux interventions des polices officielles et parallèles des patrons et du pouvoir.

"Pour les tâches de maintien de l'ordre, aucune confiance ne serait faite à la police, même locale."

— Rouge n° 254, 22-23 janvier, souligné dans le texte.

La plateforme ne demande pas au PC et au PS de rompre avec les radicaux de gauche et les gaullistes ; elle accepte au contraire l'éventualité d'un gouvernement des "partis de gauche", laissant délibérément la porte ouverte à la participation de partis bourgeois. Ainsi, faisant abstraction de la nature de classe de l'Union de la Gauche/front populaire, les signataires s'engagent à voter pour le PC et le PS au deuxième tour.

Aucune de ces organisations n'a d'ailleurs d'opposition de principe au vote pour les partis bourgeois dans un front populaire. Aux élections partielles de novembre dernier, le candidat de LO à Bordeaux s'est retiré au deuxième tour en faveur des radicaux de gauche, et LO expliqua sans complexes :

"Nous ne pensons pas que le candidat radical-socialiste soit le représentant des travailleurs. Il est un politicien bourgeois. Et les illusions que nourrissent les travailleurs à l'égard de tels hommes pourraient être demain très dangereuses. Mais Lutte Ouvrière est solidaire de l'immense majorité des travailleurs qui souhaitent la victoire de la gauche. Et c'est par solidarité que Gérard Barthélémy (candidat de LO) appelle à voter pour le candidat de l'Union de la Gauche (...)."

— Cité dans Rouge 20-21 novembre 1976, du Sud-Ouest



Front populaire en 1936.

A gauche, Blum et Thorez. (Keystone)

Pour les municipales, l'OCT maoïste appelle à voter pour tous les candidats de l'Union de la Gauche. Et les pacifistes de la LCR, qui n'ont jamais voulu reconnaître en l'Union de la Gauche un front populaire, ce qui élimine toute barrière politique à leur participation éventuelle au front populaire, appellent à voter pour toutes les listes d'Union de la Gauche sauf celles qui ont un candidat bourgeois en tête de liste, invitant donc à voter pour les listes contenant des candidats bourgeois mais qui ont en tête des candidats du PC et du PS.

Le fait que les LCR-LO-OCT aient mis à l'arrière-plan leurs divergences sur la question cruciale de la défense militaire de l'URSS met en relief leur nature de bloc pourri. Cette question est d'une importance brûlante dans la gauche française au moment où les bourgeois impérialistes exploitent à leurs propres fins la question de la répression politique en URSS et où le PCF s'est hypocritement joint au concert pour essayer de gagner des voix en montrant de l'indépendance par rapport à Moscou. Les pseudo-trotskystes ont tous capitulé devant cette marée d'hypocrisie "démocratique" et se sont bien abstenus d'y opposer avec fermeté le programme trotskiste de démocratie ouvrière par la révolution politique et de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénéré contre les attaques impérialistes (Cf. *Le Bolchévik* n° 3, novembre 1976).

A la conférence de presse qui a marqué le début de la campagne électorale du bloc LCR-LO-OCT, un représentant du *Bolchévik* a posé la question suivante : "Quelle serait votre position dans le cas d'une guerre entre l'Union soviétique et la France ?" On sait que l'OCT maoïste considère l'URSS comme "impérialiste", que LO pense que l'URSS est bien un Etat ouvrier dégénéré, mais que les pays de l'Est sont "capitalistes d'Etat", tandis que la LCR, elle, reconnaît, du moins formellement, que ce sont des Etats ouvriers déformés ou dégénéré. Voici, en réponse, les propos cyniques que la question du *Bolchévik* a provoqués :

"OCT : Il faut dire tout de suite que ça fait absolument pas partie de l'accord sur les municipales [trires]. Non, je ne sais pas, j'ai l'impression que...

Kravine, LCR : ... que le problème ne se pose pas.

OCT : Oui, dans l'immédiat.

Kravine, LCR : En règle générale il faut essayer de, je crois, quand on est des militants révolutionnaires, de se poser les problèmes qui se posent et je crois qu'on

URB

Biblioteca de Comunicació

Universitat de València

a la faiblesse de croire que c'est pas directement d'actualité à l'heure actuelle, alors que ça peut être traité à une autre conférence de presse.

OCT : En tous cas, nous ne verrions pas comment est-ce que le cours normal de la campagne municipale pourrait être bouleversé par une telle...

LO : Bien sûr, nous avons des positions sur ces problèmes, comme nous avons des positions sur bien d'autres problèmes, mais je crois que nous sommes ici réunis pour discuter de la politique commune que nous avons engagée dans le cadre de ces municipales [...].

Métaxi, LCR (à Krivine) : Nous serons dénoncés pour refuser cette question...

Krivine, LCR : (inaudible)

Métaxi, LCR : Nous refusons cette question.

A l'instar de leurs "grands frères" centristes ou réformistes de gauche qui constituèrent au Portugal le Front unique révolutionnaire (FUR) en août 1975 et en Italie Democrazia Proletaria (DP) en 1976, la LCR, LO et l'OCT constituent un bloc qui promet de "soutenir avec des critiques" un front populaire qui aurait l'air suffisamment "gauche". Quand le FUR a été créé, la LCR n'a pas critiqué la Liga Comunista Internationalista (LCI), section portugaise du SU, parce qu'elle était entrée dans un bloc de collaboration de classe qui appelait à soutenir le gouvernement de Gonçalves, mais parce que les termes de l'accord n'étaient pas assez à gauche. Pendant la campagne électorale de 1976 en Italie, la LCR comme Révolution ! (qui a entretemps fusionné avec la GOP maoïste pour former l'OCT) ont soutenu DP sans critiques, alors que ses principales composantes appelaient à un "gouvernement des gauches", reconnu par eux comme bourgeois, et l'ont tous deux présenté comme modèle d'unité pour la gauche française.

Le fait que le bloc électoral français est une imitation consciente de DP et que le SU a l'intention d'appliquer universellement cette "tactique" de liquidation sous couvert d'unité, a d'ailleurs été confirmé par l'International Marxist Group (IMG), section britannique du SU, qui a écrit à propos des récentes élections partielles en Grande-Bretagne :

"L'IMG a proposé un accord pour éviter des frictions dans les districts de vote entre le SWP (anciennement International Socialists) et l'IMG aux prochaines élections générales et pour les partielles.

"Cela correspondait à la fois aux besoins de la lutte des classes en Grande-Bretagne et à la situation qui se développe en Europe où les forces d'extrême-gauche ont été capables de surmonter le sectarisme et de présenter l'unité d'action aux élections — comme par exemple en Italie, avec la liste de "Démocratie Proletarienne" de l'extrême-gauche, et l'accord électoral en France entre la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte Ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs."

— Red Weekly n° 187, 17 février

Comptant sur la victoire électorale de l'Union de la Gauche, les LCR-LO-OCT essaient de se trouver une place à l'aile gauche du front populaire, dans le sillage duquel ils pourront organiser les éléments radicalisés qui "débordent" les staliniens et les sociaux-démocrates. Ernest Mandel, dirigeant éminent du SU, dans une interview en automne dernier, avait bien ébauché les perspectives pablistes par rapport au front populaire :

"La politique de front unique dans une situation aussi complexe et aussi délicate que celle d'un gouvernement de gauche qui est identifié par les masses à un gouvernement des organisations ouvrières [...] implique que l'attitude des marxistes révolutionnaires à l'égard d'un tel gouvernement doit être extrêmement bien calculée et nuancée [...]. Quand un gouvernement de ce genre commence à réprimer les masses, l'attitude des révolutionnaires change. Mais, tant qu'il ne le fait pas, il faut avoir une attitude que j'appellerai une "attitude de tolérance" critique, [...]"

— Critique Communiste n° 8-9, sept.-oct. 1976, souligné dans le texte.

Les pablistes, basant leur position non sur les besoins objectifs de la classe ouvrière, mais sur le niveau de conscience des ouvriers, se proposent donc de "tolérer" (avec des "critiques" tout de même) un gouvernement bourgeois de front populaire !



Union de la Gauche.

Fabre, Mitterrand et Marchais. (AFP)

Les pablistes de la LCR, qui se préoccupent avant tout d'assurer la victoire électorale de l'Union de la Gauche, censée selon eux déclencher une "dynamique" objectivement révolutionnaire, sont totalement incapables de tracer la ligne de classe par rapport au front populaire. Ces soi-disant trotskystes sont tellement impatients de voir le front populaire au pouvoir qu'ils ont lancé un appel absurde aux libéraux bourgeois de "Paris-Ecologie" pour qu'ils se retirent au second tour afin de ne pas menacer les chances de victoire de l'Union de la Gauche ! (Rouge, 3 mars). Le Parti socialiste unifié (PSU), qui présente des candidats sur les listes de l'Union de la Gauche à Paris, a été critiqué par la LCR, non pour être entré dans le front populaire, mais pour l'avoir fait trop facilement :

"Jusqu'à présent, le PSU n'a participé à aucune élaboration de la charte communale qui sera présentée aux Parisiens et l'obtention de quelques malheureux sièges ne peut en rien être considérée comme la résultante d'un rapport de force politique imposé à l'Union de la Gauche dans la capitale."

— Rouge, 17 février

Quand les partis ouvriers de masses sont dans un front populaire, ce qui détermine les révolutionnaires à accorder ou non un soutien critique à une liste électorale de petites organisations ouvrières, qui ne sont pas considérées par la classe ouvrière comme leur direction, c'est que leurs candidats, quelles que soient les faiblesses de leur programme, aient au moins une expression minimale d'indépendance de classe à opposer à la politique de collaboration de classe des partis réformistes dominants. La liste LCR-LO-OCT ne répond explicitement et manifestement pas à ce critère.

En 1974, on a pu donner un soutien très critique aux candidats à la présidence de LO et du PCF qui malgré leurs programmes pourris et leur déni manifeste de profiter de la popularité du front popu-

laire, menèrent des campagnes qui pouvaient au moins fournir aux ouvriers un moyen d'exprimer leur protestation contre l'Union de la Gauche. Cette année la mal-nommée "extrême-gauche" a enfin trouvé les formes d'organisation et de propagande qui conviennent à ses appétits et ses programmes complètement liquidationnistes. Les travailleurs n'ont rien à gagner en votant pour les listes LCR-LO-OCT.

L'OCI: opposition bidon au front populaire

L'OCI, dans son intervention dans les municipales, cherche cyniquement à se vêtir d'orthodoxie trotskyste en s'opposant verbalement à l'Union de la Gauche, en laquelle elle reconnaît un front populaire. Tout en proclamant à cor et à cri que "l'OCI n'appellera pas à voter pour les listes d'Union de la Gauche" (*La Vérité* n° 575, février 1977), elle n'en appelle pas moins à voter pour le PC et le PS dans les circonscriptions où les listes Union de la Gauche n'ont pas de candidats bourgeois. Elle déclare par exemple :

"Ainsi dans les 13e, 17e, 18e et 20e arrondissements de Paris, les masses laborieuses voteront massivement pour les listes présentées en commun par le PS et le PCF, sans ouillistes et radicaux de gauche."

—*Informations Ouvrières* n° 790, 23 février-2 mars

Mais ces candidats du PC et du PS qui se trouvent ne pas figurer sur des listes en compagnie de candidats de partis bourgeois, n'en sont pas moins des candidats de l'Union de la Gauche. En appelant ainsi à voter pour eux, l'OCI sert de couverture de gauche au front populaire. L'OCI, avec enthousiasme, cite en exemple le cas de Brive, où l'ex-ministre gaulliste Charbonnel a été retiré de la liste de l'Union de la Gauche. Mais cela ne représente pas une rupture avec la politique de front populaire, mais simplement une mesure due à la réputation personnelle de Charbonnel aux yeux des ouvriers.

Le fait que l'OCI ne présente pas de candidats contre l'Union de la Gauche incarne bien sa capitulation devant celle-ci. Etant donné sa vision électoraliste, l'OCI considère probablement qu'elle peut se permettre une opposition verbale au front populaire pour les municipales, élections qui ne posent pas immédiatement la question de la venue au pouvoir du front populaire. Mais comme en pratique elle refuse de s'opposer au front populaire, elle jongle avec l'opposition verbale au front populaire et le soutien électoral à ses principales composantes.

Et pourtant, il semble que même ces déclarations purement verbales d'"opposition" au front populaire aient désorienté certains membres de l'OCI, qui se rappellent bien qu'aux présidentielles en 1974, l'OCI justifiait son refus de présenter des candidats sous prétexte que c'était aider la droite à gagner. A la dernière conférence des Comités unitaires de base qui a servi à présenter la ligne actuelle de l'OCI sur les élections, plusieurs militants sont montés à la tribune pour demander des explications sur la ligne. Ce n'est qu'après une journée entière de propos "militants" que Lambert lâcha enfin : "Nous disons qu'il faut voter PCF-PS, mais pas Charbonnel" (*Informations Ouvrières* n° 788, 9-16 février).

Ses déclarations d'opposition bidon au front populaire au cours de ces municipales sont aussi motivées par les manœuvres fractionnelles de l'OCI vis-à-vis du SU. Cette opposition verbale permet en effet à l'OCI, dans son orientation vers le SWP, de se démarquer de la majorité de la LCR. L'OCI s'est par exemple bien gardée de prendre position sur le bloc LCR-

LO-OCT et s'est contentée de citer des extraits de la "tribune" de la tendance A de la LCR dans *Rouge*, qui s'oppose à la formation de ce bloc.

La position de la tendance A est très parallèle à celle de l'OCI : la TA reconnaît que l'Union de la Gauche est un front populaire, mais elle appelle tout de même à voter pour les candidats du PC et du PS. Et quoiqu'elle soit contre le bloc électoral de la LCR avec LO et l'OCT, la TA a décidé de ne mener qu'une bataille symbolique sur la question au IIe congrès de la LCR, et n'aurait soumis de document là-dessus qu'une fois le congrès passé.

Sur le plan international, les dirigeants de la TA tournent leurs regards vers le SWP. Mais les sociaux-démocrates du SWP ne savent utiliser leur semblant d'orthodoxie contre la majorité du SU (ils caractérisent par exemple l'Union de la Gauche de front populaire) que pour mieux couvrir leur réformisme à outrance. Jack Barnes, un des dirigeants du SWP, a fait preuve d'une franchise inhabituelle quand il a écrit, dans une lettre récente à l'OCI, qu'à ses yeux "la LCR est parmi les critiques les plus véhémentes de la collaboration de classe de l'Union de la Gauche" (*Cahiers d'étude et de recherche socialistes*, n° 50).

Ce qui ne fait aucun doute c'est l'axe totalement électoraliste de la propagande de l'OCI. Les mots d'ordre qu'elle met sans cesse en avant : "Pour la dissolution de l'Assemblée Nationale", "Pour un gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois", sont taillés sur mesure pour s'adapter aux illusions dans la démocratie bourgeoise si bien alimentées par le PC et le PS ces temps-ci. Quand les sondages indiquaient, à l'automne dernier, une nette majorité en faveur de l'Union de la Gauche, l'OCI justifiait son appel à la dissolution de l'Assemblée Nationale par le fait qu'elle était "illégitime du point de vue de la démocratie"! (*Informations Ouvrières* n° 766, 8-15 septembre 1976)



Cuadernos Marxistas

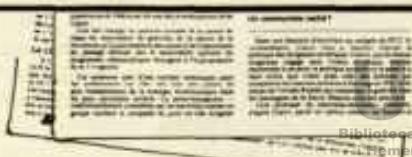
Women and Revolution

LE BOLCHEVIK

SPARTACIST

Cuba: 16 ans de règne bureaucratique

Abonnements:
P. Alessandri B.P. 336 75 011 PARIS





Biblioteca de Comunicació
Cedoc

L'appel à un gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois est devenu une espèce de fétiche pour les militants de l'OCI qui citent invariablement ce mot d'ordre comme preuve de leur "orthodoxie" trotskiste: "Trotsky lui-même n'a-t-il pas appelé à un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin, dans *Où va la France?*" Mais les écrits de Trotsky sur la France au milieu des années 30 étaient entièrement dirigés vers la mobilisation des travailleurs dans *l'action*, directement autour des mots d'ordre des Bolchéviks-Léninistes, contre les dirigeants trahis du PC et du PS et pour la lutte pour remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier. On ne peut assimiler les appels pressants de Trotsky aux ouvriers de France à la glorification persistante de la démocratie bourgeoise à laquelle se livre l'OCI, ni à sa prudente abstention organisationnelle dans ces élections. L'appel que l'OCI adresse aux réformistes pour qu'ils forment un gouvernement ne peut être interprété que comme une promesse de ne pas gêner la victoire électorale du front populaire bourgeois.

A la traîne des illusions des travailleurs sur le front populaire, les pseudo-trotskistes se sont montrés incapables de s'opposer au front populaire. Alors que LO et la LCR ont formé un bloc électoral pourri dans la tradition de collaboration de classe du FUR portugais, l'OCI, elle, refuse même de présenter des candidats et appelle les réformistes au pouvoir, citant à peine son acceptation d'un éventuel gouvernement de front populaire. Mais pour des trotskistes, la seule politique vis-à-vis d'un front populaire, c'est l'opposition sans compromis, le refus du soutien fut-il le plus critique, même si cela signifie aller à contre-courant.

L'exemple chilien de l'Unidad Popular d'Allende souligne le fait qu'un gouvernement de front populaire ne représente pas un "pas en avant" pour la classe ouvrière par rapport au gouvernement de partis bourgeois seuls. Il sert simplement à détourner les luttes des travailleurs tout en donnant à la bourgeoisie le temps de préparer des agents plus directs. Comme Trotsky l'a écrit dans le *Programme de Transition*: "Les 'Fronts populaires' d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne."

Nous exigeons des bureaucraties du PC, du PS et des syndicats, qui sont en train de bloquer les luttes de la classe ouvrière et qui refusent de la mobiliser contre les attaques capitalistes, de rompre avec les partis bourgeois. Ce n'est que dans une lutte sans compromis contre le front populaire et pour le programme révolutionnaire que les trotskistes peuvent vaincre les dirigeants trahis réformistes et centristes de la classe ouvrière, parvenant finalement à scissionner les partis ouvriers de masse et à en gagner les éléments les plus conscients au programme du parti trotskiste, section française d'une Quatrième Internationale reforgée!

PAS UNE VOIX POUR L'UNION DE LA GAUCHE/FRONT POPULAIRE! PC, PS ET SYNDICATS — ROMPEZ AVEC LES PARTIS BOURGEOIS!
PAS UNE VOIX POUR LE BLOC ELECTORAL LCR-LO-OCT!
POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER BASE SUR LES SOVIETS!
POUR LA RENAISSANCE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE!



La Ligue trotskiste de France (LTF) a organisé depuis le début de l'année trois meetings sur les questions politiques décisives de l'Union de la Gauche et de la Quatrième Internationale.

A l'université de Villetaneuse, l'orateur centra sa présentation sur la nature bourgeoise de l'Union de la Gauche et opposa la politique d'hostilité sans compromis au front populaire des trotskistes aux capitulations des groupes centristes. Il fit remarquer l'incapacité des pseudo-trotskistes à s'opposer aux directions trahies de la classe ouvrière, donnant comme exemple le Portugal, où la LCI, section pro-majoritaire du SU, a traversé la crise révolutionnaire à la traîne des staliniens et de l'aile "gauche" du MFA. L'OCI, de son côté était à la traîne des sociaux-démocrates, ce qui, comme le faisait remarquer l'orateur, la rapproche du SWP réformiste, qui dans son souci de s'incliner devant la démocratie bourgeoise, appelle à la défense des droits d'expression des fascistes et demande au gouvernement américain d'envoyer l'armée impérialiste à Boston pour "protéger" les noirs des racistes.

Le SWP a d'ailleurs perdu son ancien allié de la minorité internationale du SU, le PST argentin, qui vient de former la tendance "Bolchévique", qui se pose frauduleusement en défenseur de l'orthodoxie trotskiste, alors que son sinistre palmarès de trahisons s'étend de la "lutte pour la continuité" du gouvernement péroniste à la caractérisation des guérillistes argentins comme "reflet" des terroristes d'extrême-droite.

Après avoir souligné la faillite des blocs internationaux pourris qui se font passer pour la Quatrième Internationale, le camarade exposa la lutte que mène la tendance spartaciste internationale pour la renaissance de la Quatrième Internationale et conclut:

"Il y a nécessité de faire renaitre la Quatrième Internationale et non la "reconstruire", comme dit l'OCI, qui laisse entendre que la Quatrième Internationale n'a simplement qu'éclaté et qu'il y a bien partout dans le monde des petits bouts de la Quatrième Internationale qu'il suffirait de recoller ensemble sur un programme minimum ou simplement sur une référence au programme de Trotsky [...].

"Il y a une lutte à engager contre ces centres internationaux, contre le SU, le CORGI, LO et les autres groupes se réclamant du léninisme pour les détruire, pour en arracher les meilleurs éléments qui sont subjectivement à la recherche du programme révolutionnaire [...] pour les amener sur le programme trotskiste, c'est-à-dire sur notre programme!" ■

Au cours du meeting qui s'est tenu à Londres le 14 janvier et qui a réuni quelques 1500 personnes, Ernest Mandel, Pierre Lambert, Michel Pablo et des représentants du Socialist Workers Party (SWP) américain devaient partager la même tribune pour la première fois depuis plus de 25 ans. Derrière les orateurs, une banderole proclamait : "Pour la Démocratie Ouvrière - Contre les falsifications et les diffamations". Officiellement cette réunion de renégats du trotskysme avait pour objet de condamner Gerry Healy qui avait honteusement accusé les dirigeants du SWP Joe Hansen et George Novack de "complicité avec le Guépéou" lors de l'assassinat de Léon Trotsky par Staline en 1940.

Il ne fait aucun doute que les ignobles accusations de Gerry Healy ne méritent que le mépris le plus total des révolutionnaires : elles sont manifestement absurdes et dénuées de tout fondement ; de plus elles entretiennent le mensonge stalinien selon lequel Trotsky fut assassiné par "un des siens". Mais en fait, le but principal des organisateurs du meeting était tout autre. Ce meeting avait été prévu en octobre 1976, lors d'une session du Secrétariat "unifié" (SU), au moment où l'on élaborait un pacte entre le SU et l'OCI qui fut rapidement avorté (Cf. "SU/CORGI : Blocs sans principes et manœuvres dérisoires", *Le Bolchévik* n° 4, février 1977). Il devait être la plate-forme depuis laquelle les petits chefs des fractions révisionnistes ennemis, déguisés en trotskystes, pourraient publiquement enterrer la hache de guerre.

La plus grande partie du meeting fut une orgie d'indignation visant Healy et ses pratiques stalinienques qui vont du gangstérisme contre les militants de gauche aux menaces de persécution policière et à la diffamation. Les calomnies infâmes et le banditisme de Healy méritent la condamnation la plus sévère, mais c'est tout de même difficile pour ces dignitaires extrotskystes, qui utilisent sa bouffonerie "anti-révisionniste" pour justifier leurs propres manœuvres, de se vanter d'être de fidèles défenseurs de la démocratie ouvrière.

En vedette, il y avait Tim Wohlforth, l'ancien valet de Healy, dans le rôle de pécheur repenti et fils prodigue. Après avoir assumé pendant une douzaine d'années et avec une servilité exemplaire la tâche de Gauleiter du healisme américain, il fut révoqué par son maître (et accusé d'avoir couvert quelqu'un soupçonné d'être "agent de la CIA"). Wohlforth, qui est maintenant critique littéraire pour l'organe du SWP, le *Militant*, implora la compassion pour lui et sa compagne Nancy Fields, qui sont passés par toutes ces épreuves et tribulations quand ils ont été rejetés par Healy ("Personne n'a frappé à notre porte"). Cela lui donna l'occasion de révéler sans le vouloir toute l'étendue de sa lâcheté morale et de son incapacité à être un dirigeant révolutionnaire.

D'après Wohlforth, la "chose la plus difficile que j'ai jamais dite dans ma vie", c'est quand il dut se lever lors d'un meeting avec Healy et dire "qu'il n'était pas d'accord avec sa façon de procéder". Ce "désaccord" ne l'a d'ailleurs pas empêché de voter ("contre mes convictions") pour sa propre éviction de la direction de la Workers League. Wohlforth démontre ainsi, de par son propre témoignage, qu'il aurait été au premier rang de ceux qui ont capitulé devant Staline dans les années 20, car s'il ne peut pas faire face aux fanfaronnades de Healy, comment aurait-il pu faire face aux attaques de Staline qui disposait de toutes les

Réunion des pseudo-trotskystes à Londres



Pierre Lambert et Ernest Mandel à Londres

ressources du pouvoir d'Etat, ou comment aurait-il pu résister, même, aux pressions exercées par la bourgeoisie ?

Echange de bons procédés

Dans l'atmosphère cordiale de cette réunion de famille, on fêta aussi "la croissance et la vitalité de la Quatrième Internationale". C'est Mandel qui l'a exprimé le plus clairement : le meeting n'avait pas été organisé pour réfuter les vilaines calomnies de Healy mais "pour défendre la Quatrième Internationale en solidarité avec les camarades Hansen et Novack...parce qu'elle a besoin d'être défendue".

Dans son intervention, qui était de loin la plus politique de la soirée, Lambert, de l'OCI, réprimanda gentiment la majorité du Secrétariat unifié pour son refus de discuter avec l'OCI aussi longtemps qu'elle n'accepterait pas de qualifier les mandéliens de "révolutionnaires" (après tout, faisait-il remarquer, des termes comme "centriste" sont tout à fait légitimes dans des débats entre gens qui se réclament du marxisme). Mais en même temps il abandonnait la tradition anti-pabliste de l'OCI et acceptait l'ultimatum du Secrétariat unifié en utilisant à plusieurs reprises le terme de "Quatrième Internationale" pour faire référence à cette bande de révisionnistes.

Lambert se donna même le mal de sous-entendre que l'OCI n'avait jamais considéré le Socialist Workers Party autrement que comme un parti révolutionnaire. Il prétendit qu'en 1963, quand Healy caractérisa le SWP comme centriste, l'OCI refusa cette caractérisation. Cette affirmation effrontée ne change rien au fait que durant les années 60 et dans les premières années 70, l'OCI traitait le SWP de "révision-

La famille trotskyste à Londres



(à droite)

Mandel

14 janvier

niste". De plus, en 1962, Healy avait scissionné la Tendance révolutionnaire du SWP (les prédecesseurs de la Spartacist League des Etats-Unis), quand la majorité de cette tendance refusa de signer la déclaration dictée par Healy disant que le SWP était révolutionnaire et pas centriste.

Dans son discours de clôture, Mandel retourna le compliment à Lambert et déclara qu'il fallait "savoir reconnaître ceux qui méritent de la reconnaissance" et félicita l'OCI pour "l'excellent, excellent rôle capital" qu'elle avait joué dans la campagne pour la libération de Leonid Plioutch et pour la défense des autres dissidents en Union soviétique : en parlant de la libération de Plioutch en février dernier, il alla même jusqu'à assimiler l'OCI au SU en proclamant triomphalement "nous l'avons fait sortir" !

Michel Pablo, le doyen du révisionnisme anti-trotskyste, ne vint pas. Ce fut, nul n'en doute, au grand soulagement de Mandel et de Lambert, étant donné que Pablo ne fait plus semblant du tout d'être trotskyste ou d'adhérer à la Quatrième Internationale et que, de ce fait, il aurait pu vendre la mèche. Son message lu au meeting fut sous beaucoup d'aspects le plus honnête de tous. Il évoqua avec mépris "cette méchante querelle... symptomatique d'une certaine décomposition idéologique au sein du mouvement des épigones qui n'ont pas réussi à construire des liens durables avec le mouvement naturel de la classe". Mais après avoir dénoncé le "sectarisme exacerbé des sectes", il continua dans le ton de la soirée, en parlant de "notre tâche commune" qui consiste à "rechercher avec la plus grande détermination ce qui peut nous unir et non pas nous diviser". Tout ce qu'il fal-

lait, selon Pablo, c'était un "programme commun qui corresponde aux nécessités actuelles".

Les orateurs répondirent avec enthousiasme à la proposition de Pablo. Lambert déclara qu'il ne voulait pas discuter de "qui avait eu raison" en 1953, lorsque Pablo provoqua la scission et la destruction de la Quatrième Internationale avec son programme de liquidation et d'entrisme "sui generis" dans les partis de masse réformistes et staliens et sociaux-démocrates. Mandel, rappelant les discours de Pablo sur la "nouvelle réalité mondiale" des années 50, qui expliquaient que les staliens ne pouvaient plus trahir, découvrit que "l'eurocommunisme" avait introduit "des éléments de division nouveaux et terriblement vulnérables" dans le monde stalinien, qui peuvent avoir "des effets assez importants en faveur du trotskysme". Il proposa donc que "tous les camarades ici présents, de toutes tendances, fractions et organisations" entreprennent une "campagne politique commune" afin de "demander" aux staliens d'Europe de "réhabiliter immédiatement ouvertement et publiquement toutes les victimes de Staline, toutes les victimes des procès de Moscou", et de demander au Parti communiste espagnol d'expulser l'assassin de Trotsky ! Après tout, "cela ne coûte rien de demander !"

Quelques temps après que le SU se soit incliné devant la nouvelle vague de fronts populaires en Europe et en Amérique latine, Mandel propose un "front large" de la "famille du trotskysme" pour lutter contre ce qu'il "reste [souligné par lui] du poison stalinien dans le mouvement ouvrier, dans les Partis communistes et dans les organisations syndicales aujourd'hui" en Europe. Au moment où les staliens cherchent à persuader les bourgeois impérialistes qu'elles peuvent compter sur eux, Mandel, se conformant à la bonne tradition pabliste, capitule devant leur verbiage sur la "démocratie" au-dessus des classes, au lieu de dénoncer sa nature pro-capitaliste. Se prépare-t-il à faire de l'entrisme dans les partis "eurocommunistes" ?

Démocratie ouvrière ou suppression bureaucratique?

Les derniers doutes qui subsistaient sur le but réel du meeting furent rapidement dissipés après que le dernier orateur eût parlé. Alors que le président, Tariq Ali, annonçait la fin des débats, Gerry Healy, présent dans la salle, demanda la parole afin de répondre au choeur de ses détracteurs. Tout partisan sérieux de la démocratie ouvrière — thème officiel du meeting — aurait donné la parole à Healy. Mais Ali, avec une habileté éprouvée de bureaucrate syndical et de manipulateur, demanda un vote immédiat au milieu du vacarme et déclara aussitôt que sa position avait été ratifiée par la "démocratie ouvrière". Et quand Healy, soutenu par une bonne partie de l'assistance, continua à protester, le président le réduisit démagogiquement au silence en entonnant l'Internationale pour clore le meeting.

Cette violation scandaleuse de la démocratie ouvrière la plus élémentaire, lors d'un meeting convoqué précisément dans le but de la défendre, révèle une fois de plus la pourriture des manœuvres bureaucratiques du Secrétariat unifié. Mais il faut remarquer que c'est seulement parce que la décomposition du SU a atteint un degré tel qu'il n'existe pratiquement plus, qu'un meeting comme celui-là a été possible. Aujour-

d'hui, Mandel et Lambert échangent des politesses à la tribune et défendent l'honneur de Hansen et Novack. Et pourtant, lorsque, il y a un an et demi, le SWP sollicitait des prises de positions publiques dénonçant les calomnies de Healy, il a fallu du temps à Mandel et compagnie pour se prononcer.

Il n'y avait aucun véritable défenseur de la démocratie ouvrière ou de la Quatrième Internationale parmi les organisateurs de ce meeting. L'OCI recourt systématiquement au gangtrisme contre ceux qui se réclament du trotskysme et qui l'attaquent de sa gauche. Pablo et ses acolytes (qui constituent aujourd'hui la majorité du Secrétariat unifié de Mandel) refusèrent de défendre les trotskystes chinois emprisonnés par Mao en 1949-1951, les traitant injurieusement de "réfugiés d'une révolution" alors qu'ils avaient courageusement défendu la démocratie prolétarienne contre les attaques du régime bureaucratique stalinien. Quant au SWP, sa réaction à l'emprisonnement par Castro des trotskystes cubains fut exprimée par Barry Shepard, aujourd'hui secrétaire national du SWP : "Il y a trotskystes et trotskystes. Mais si j'étais à Cuba, je ne serais pas arrêté."

Alors que le SU et l'OCI utilisaient les lamentables calomnies de Healy comme prétexte commode pour réunir la "famille" des ex-trotskystes, la tendance

spartaciste internationale (TSI) faisait bien remarquer que c'est seulement par un débat franc et intransigeant qu'un regroupement programmatique véritable et principe de trotskystes authentiques peut se produire. Dans un tract distribué devant le meeting par le groupe spartaciste londonien et signé par la TSI, l'Organización Trotskista Revolucionaria du Chili et la Fraction trotskiste (exclue) du Spartacusbund allemand, on notait que "les vraies questions politiques qui font qu'à une extrémité on trouve tous ces éléments qui se chamaillent, qui calomnient et qui utilisent la violence les uns contre les autres, et qu'à l'autre on trouve la TSI, reposant actuellement sur deux éléments décisifs : le front populaire et la Quatrième Internationale".

Le tract démasquait les orateurs qui se posaient en défenseurs de la démocratie ouvrière et expliquait que ce qu'il y avait derrière, c'était leur capitulation aux programmes réformistes de collaboration de classe. Et il concluait : "Sans la lutte pour créer une Quatrième Internationale programmatiquement unie et disciplinée, les ouvriers resteront condamnés à tomber dans les nouveaux pièges du capital... avec l'aide de leurs aspirant-«dirigeants» révisionnistes." En avant vers la renaissance de la Quatrième Internationale !

Traduit de Workers Vanguard n° 141

"L'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu"

Hansen est un révisionniste honnête

Nous reproduisons ci-dessous un tract distribué par les membres londoniens de la tendance spartaciste internationale au meeting du 14 Janvier, organisé en protestation contre les calomnies de Healy contre les dirigeants du SWP, Joseph Hansen et George Novack.

Etant donné les fripons notoires qui composent ce soir la majorité de la liste des orateurs, ce n'est pas une compagnie que nous, la tendance spartaciste internationale (TSI), rechercherions en temps normal. Mais Trotsky nous a appris que, si la cause est juste, on peut s'unir même avec "le diable et sa grand-mère" (à condition de ne pas oublier le vieux dicton populaire qui dit "lorsque tu vas souper avec le diable, emmène une longue cuillère"). Mais le but officiel de ce meeting — dénoncer et protester contre les basses calomnies lancées contre Joe Hansen et George Novack du Socialist Workers Party (SWP) américain, par Gerry Healy et son Workers Revolutionary Party (WRP), est tout au plus utile de ses buts réels. Les orateurs ont en effet un autre dénominateur commun, déterminant celui-là : ils sont tous sans exception des révisionnistes et des destructeurs du mouvement trotskiste. Ils sont non seulement certains qu'ils seront plein de diplomatie l'un envers l'autre en ce qui concerne leurs trahisons du marxisme, mais à la poursuite de nouvelles combinaisons et configurations du révisionnisme (car la pression de la montée internationale de la lutte des classes a sérieusement miné leurs anciens blocs).

Même dans l'abstrait, on a la nausée à la pensée de parler à la même tribune que disons... un Pierre Lambert dont l'organisation ne cesse de recourir à la violence physique contre les "varguistes" dans les rues

de Paris; ou encore le servile Tim Wohlforth, aujourd'hui porte-parole d'un SWP effrontément réformiste, mais qui passa quinze ans de sa vie à être un éminent praticien des calomnies et violences healistes; ou par-dessus tous, un Michel Pablo (ennemi numéro un des deux premiers il fut un temps) qui à lui tout seul a fait plus que n'importe qui pour détruire le mouvement trotskiste de l'intérieur et pour transformer le "trotskysme" en cloaque.

Pourtant, un meeting "pour la démocratie ouvrière" et contre "les diffamations et les calomnies" — même avec des individus comme ceux-là — pourrait être une bonne chose, à la seule condition que ce soit un meeting honnête avec entière liberté de critique. Malheureusement, comme le garantit la liste des orateurs, ce n'est pas le cas ici. C'est ce qui ne figure pas qui est révélateur. Par exemple, lorsque l'International Press de Hansen (du 6 septembre 1976) publia la déclaration "A Shameless Frame-Up" ("De honteuses diffamations"), que signèrent une longue liste d'individus et d'organisations, ce journal identifia parmi les centaines de signataires seize "trotskystes internationalement connus". Parmi ceux-ci se trouvaient onze membres du Secrétariat unifié (SU), deux de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), deux de Lutte Ouvrière et un de la TSI. Et pourtant, ce soir, seuls quelques dirigeants du SU, Pierre Lambert de l'OCI, qui est bien conciliante ces jours-ci, et Pablo, ce grand maître en intrigues, pourront parler. La participation d'un orateur de la TSI — cette organisation qui au niveau de la démocratie ouvrière a été la première à faire campagne contre les calomnies de Healy (en mani-

festant avec le slogan "Who Gave Healy His Security Clearance?" ("Qui a donné à Healy son certificat de bonne conduite?") et qui a contribué à la mise sur pied de la commission d'enquête impartiale sur l'affaire qui oppose actuellement Varga, ce personnage hautement douteux, à une OCI calomniatrice — serait particulièrement inacceptable pour les organisateurs de ce meeting.

Caractériser Healy de paranoïaque, comme le fait Hansen, ne suffit pas. La conduite de l'organisation de Healy exige une explication politique. Le mélange heaïste d'opportunisme grossier et de fausse "orthodoxie" trotskiste est souvent tombé à plat devant le SU plus raffiné dont les deux ailes rivales sont dirigées par Joseph Hansen et Ernest Mandel. Healy croit sans doute en avoir remontré à V. I. Lénine avec sa campagne de calomnies. Lénine démasqua le révisionnisme de Karl Kautsky par une analyse détaillée et impitoyable. Il aurait été impensable pour un marxiste comme Lénine de substituer à cette analyse l'accusation gratuite — et qui simplifie tellement les choses — selon laquelle Kautsky aurait été un agent du Kaiser. Healy ne peut pas procéder de cette manière principielle avec les révisionnistes du SU, car une analyse léniniste se retournerait contre lui. Il a donc recours à des calomnies abjectes, qui ne font que discréder "l'anti-révisionnisme" dont il se réclame. Et comme toujours, Healy est l'horrible épouvantail dont se sert Hansen, pour ses propres projets — en l'occurrence, une tentative sans principes de "regroupement" international sous couvert d'un meeting pour la démocratie ouvrière.

Les vraies questions politiques qui font qu'à une extrémité on trouve tous ces éléments qui se chamaillent, qui calomnient et qui utilisent la violence, et qu'à l'autre on trouve la TSI, reposent actuellement sur deux éléments décisifs : le front populaire et la Quatrième Internationale. On trouve bien sûr, comme dans les années 30, quand le Bureau de Londres centriste zigzagait entre le trotskisme et les partis réformistes de masse, des groupements éphémères plus à gauche qui pratiquent la politique de la chèvre et du chou, voguant entre le courant révolutionnaire et l'accommodationnisme qui caractérise tous les orateurs de ce soir. Le trait dominant de groupes comme ceux-là est un trait négatif : ne pas défendre de programme international cohérent et commun, et faire semblant de s'opposer à ceux dont les trahisons sont devenues par trop voyantes (comme celles des orateurs de ce soir). Il y a par exemple le bloc de "l'Initiative Internationale Nécessaire" (qui comprend un certain Roberto d'Italia, l'International Communist League de Sean Matgamna (qui vient de scissionner), le Spartacusbund allemand en voie de désintégration, et peut-être encore quelqu'un d'autre). Mise à part leur tendance à capituler eux aussi devant les fronts populaires sous la pression des événements, il est difficile de trouver un seul point d'accord entre les différentes fractions et individus qui composent ce bloc, si ce n'est leur protestation contre le révisionnisme flagrant du SU (et contre l'intransigeance "sectaire" de la TSI).

Le regain de combativité du prolétariat à l'échelle internationale a fait réapparaître à la surface les fronts populaires et tout révisionniste se doit de tenter à sa façon de capituler sur la question centrale de la collaboration de classe et, à l'aide d'une "nouvelle avant-garde de masse" ou d'une caractérisation des partis réformistes de masse comme "partis ouvriers" tout court, d'ouvrir la voie à de nouvelles trahisons.

Les centristes du Bureau de Londres des années 30, qui furent condamnés par Trotsky, durent prendre leurs distances verbales par rapport au front populaire de manière plus nette que ne le font aujourd'hui leurs homologues des années 70 :

"Le front populaire pratiqué par les Deuxième et Troisième Internationales est une forme de collaboration de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie libérale (et la petite-bourgeoisie qui en dépend) sur une base capitaliste qui subordonne et qui sacrifie les intérêts de classe du prolétariat et de la petite-bourgeoisie à ceux du Capitalisme monopoliste... Par conséquent, le Mouvement Révolutionnaire Socialiste rejette le front populaire comme absolument contraire aux intérêts historiques de la classe ouvrière. Au Capitalisme nous devons opposer le socialisme. Au Front Populaire nous devons opposer le Front Unique Ouvrier."

— Résolution adoptée au "Congrès Socialiste Révolutionnaire" du Bureau de Londres, février 1938

En effet, malgré son refus anti-trotskiste de reconnaître la nécessité d'un parti d'avant-garde prolétarien, le Bureau de Londres fut obligé d'opposer catégoriquement une position de classe au front populaire ; il ne comptait pas que les partis staliniens et réformistes se transformeraient en leur contraire. Mais, au lieu d'opposer au réformisme la lutte dure et difficile pour la Quatrième Internationale, qu'ils combattaient, ces centristes n'avaient que leur fantôme inoffensif et impuissant "Le Mouvement Révolutionnaire Socialiste". C'est bien pour cela que le Bureau de Londres, bien qu'il ait formellement disposé de forces cent fois plus grandes que les trotskistes, ne figure plus qu'en note de bas de page dans l'histoire, et que ses descendants doivent aujourd'hui se déguiser en trotskistes.

Les dures leçons de la Révolution d'Octobre gardent toute leur force sur notre planète. Lénine et Trotsky ne sont pas entrés dans le gouvernement provisoire des socialistes et des libéraux, et ne se sont pas mis non plus à sa traîne. Au contraire, ils l'ont renversé sur la base du pouvoir des soviets. La TSI agit dans la tradition de la Troisième Internationale de Lénine et de la Quatrième Internationale de Trotsky en insistant non seulement sur le fait que la question du pouvoir d'Etat est une question de classe contre classe, mais aussi sur le fait que sans la lutte pour créer une Quatrième Internationale programmatiquement unie et disciplinée, les ouvriers restent condamnés à tomber dans les nouveaux pièges du capital et, comme dans les années 30, avec l'aide des aspirant- "dirigeants" révisionnistes.

[Texte officiel]

Traduit de Workers Vanguard n° 141

Le 14 janvier 1977

tendance spartaciste internationale

Organización Trotskista Revolucionaria de Chile

Fraction trotskiste (exclue) du Spartacusbund

London Spartacist Group

ABONNEZ-VOUS!

**WORKERS
VANGUARD**

Hebdomadaire de la Spartacist League/US
Spartacist Publishing Co. Box 1377, G.P.O. New York, NY 10001

Espagne: la LCR se réfugie dans la "démocratie" franquiste

1er février—La crise actuelle en Espagne, déclenchée par une vague de provocation réactionnaire, met à l'épreuve, d'une manière fondamentale, tous ceux qui parlent au nom de la classe ouvrière.

La réaction d'authentiques communistes doit être de mobiliser les ouvriers dans une action combative — particulièrement dans les usines où leur force est concentrée en tant que classe — pour exiger que la répression réactionnaire soit stoppée et que les militants d'extrême-gauche arrêtés au cours des rafles de police soient immédiatement libérés.

Au lieu de cela, dans un acte qui est à la fois une trahison de la classe ouvrière, une idiotie mortelle et un exemple de couardise réformiste, l'"extrême-gauche" espagnole a cherché la "protection" des libéraux bourgeois et de l'Etat franquiste lui-même ! Tandis que les staliniens et les sociaux-démocrates, qui sont dominants, signaient un appel au calme conjointement avec le chef du gouvernement, les gauchistes qui sont à leur traîne publiaient hier à Barcelone un communiqué conjoint (voir document ci-contre) qui embrasse totalement les illusions réformistes sur une "démocratie" franquiste qui se réaliserait par l'autoréforme de la dictature sanguinaire.

Le communiqué de presse — publié sans commentaire dans *Rouge* — condamnait aussi bien le meurtre de trois policiers à Madrid (revendiqué par le mystérieux "GRAPO") que les arrestations de nombreux militants de groupes d'opposition, et réclamait du gouvernement une "action immédiate contre les organisations fascistes et para-policières".

Quels imbéciles ! Ils demandent à la Guardia Civil de réprimer les terroristes clériaux-fascistes qui ne sont souvent que les membres, en dehors des heures de service, de cette même Guardia Civil ! Et l'Etat a "répondu" à leur demande en décrétant l'état d'urgence sous le prétexte officiel de supprimer le terrorisme. Evidemment, ce qui s'est passé sous le couvert de ce décret, c'est une répression massive contre la gauche. Quand on en arrive à ce niveau-là, les illusions réformistes sur la "neutralité" de l'Etat bourgeois deviennent franchement suicidaires ! Les marxistes doivent appeler au contraire à l'organisation de milices ouvrières pour défendre le mouvement ouvrier et écraser les tueurs réactionnaires.

Mais il y a plus : le document affirme que le "rétablissement de toutes les libertés démocratiques et nationales et notamment l'amnistie sans restriction, permettront d'avancer vers la démocratie et un climat de tolérance démocratique" ; et il se termine par un appel à l'"unité et la responsabilité de tout le peuple dans le cadre de leur déclaration". Ceci constitue la pierre angulaire de l'appel du Parti communiste espagnol pour une "rupture négociée" — un pacte avec le gouvernement pour réaliser une transition pacifique de la dictature bonapartiste à la démocratie bourgeoise !

Nous trouvons parmi les signataires de cette déclaration front-populiste non seulement l'Esquerra républicaine, les carlistes et l'Assemblée de Catalogne — qui sont toutes des formations bourgeois — mais aussi la plus grande partie de l'"extrême-gauche", des mao/syndicalistes jusqu'à la Liga Comunista Revolucionaria (LCR — section sympathisante espagnole du SU). Voilà vraiment un "assassinat" de la LCR autrefois férocement guérilliste. Où est le temps où elle donnait un soutien "total" aux nationalistes basques pour l'assassinat à la bombe du premier ministre Carrero Blanco ? Où est le temps où l'unique revendication rabâchée de la LCR était l'"HGR" mythique — la Grève Générale Révolutionnaire qui explosera un jour avec la seule revendication du renversement du régime de Franco ?

Mais les partisans espagnols de Mandel ne se sont pas contentés de renoncer à leurs mythes terroristes-spontanéistes. Ils sont allés plus loin en adoptant les aspects les plus lamentables du réformisme légaliste de leurs opposants à l'intérieur du SU. Qui, parmi ceux qui ont suivi les interminables chamailleries à l'intérieur du Secrétariat "unifié", ne se souvient pas de la véhémence et du dédain avec lesquels la majorité dirigée par Mandel condamnait le PST argentin pour son soutien à l'"institutionnalisation" du sanglant régime péroniste ? ! Aujourd'hui, la majorité en fait autant.

Le communiqué de Barcelone prouve, une fois encore, la complète incapacité de ces révisionnistes et renégats du trotskysme de résister à l'épreuve de la montée des luttes de classe. La lamentable capitulation de la LCR dès la première provocation est la copie conforme des multiples courbettes du PST devant Peron. Cette pitoyable déclaration, de même que la signature du document front-populiste du Front Unique Révolutionnaire (FUR) en 1975 par la LCI portugaise, qui soutenait le Mouvement des Forces Armées, prouve, une fois encore, l'urgence de la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale. C'est seulement par la construction de sections de la tendance spartaciste internationale au Portugal et en Espagne que la bannière du trotskysme révolutionnaire pourra être relevée et que le prolétariat ibérique pourra s'unir derrière une direction leniniste.

Québec ...

suite de la page 12

5. La revendication nationaliste d'un Québec uniquement francophone est liée inextricablement à leur revendication d'indépendance. L'anglais est la langue dominante de l'économie politique nord-américaine et donc la principale langue commerciale et culturelle du Canada. Quelles que puissent être les mesures prises pour essayer de sauvegarder l'existence de la langue française au Québec, rien, sinon l'indépendance totale, ne peut empêcher l'érosion graduelle de la langue et donc celle de l'identité nationale du peuple québécois. C'est une loi d'airain de l'histoire sociale. Nous nous opposons à la discrimination des francophones, discrimination qui renforce et attise la réaction chauvine et nationaliste à la fois des nationalités opprimées et opprimées. Mais à mesure que l'on évolue vers un système socialiste mondial, les distinctions nationales s'atténuent. Le but affirmé du Parti québécois est un Québec indépendant qui soit fortement dépendant d'accords commerciaux et autres avec le Canada anglophone et les Etats-Unis. Mais un Québec bourgeois et indépendant qui chercherait sérieusement à maintenir la langue et la culture françaises devrait s'orienter vers Paris, la capitale économique et culturelle du monde francophone.

6. Nous nous opposons inflexiblement à la revendication de l'unilinguisme pour le Québec — qu'il soit indépendant ou non — car c'est réactionnaire et chauvin. Tout en reconnaissant la discrimination historique contre l'utilisation du français, particulièrement à l'école et dans le domaine du travail, et cherchant à y remédier, nous effectuons cela en luttant pour des droits égaux pour tous dans le domaine linguistique, et non pas pour de nouvelles réglementations discriminatoires. Le multilinguisme — droit pour chaque citoyen d'un Etat multinational de recevoir les services des administrations en chaque langue parlée dans cet Etat — est une solution démocratique et juste à la question linguistique. L'unilinguisme (une seule langue "officielle") est une position totalement nationaliste, chauvine et réactionnaire qui place les intérêts limités d'une nation au-dessus des droits démocratiques légitimes des minorités nationales. L'unilinguisme au Québec fournirait aussi une excuse parfaite aux chauvins anglophones des autres provinces pour refuser les droits linguistiques des minorités francophones qui s'y trouvent. Ce serait particulièrement discriminatoire

envers les centaines de milliers d'immigrants non-francophones qui sont arrivés à Montréal en provenance des pays plus pauvres de l'Europe du Sud. L'unité prolétarienne ne peut être forgée que par la reconnaissance de droits linguistiques égaux et démocratiques pour toutes les nationalités.

SPARTACIST CANADA

(en anglais)

Journal de la Trotskyist League of Canada, section canadienne de la tendance Spartacist internationale.

**Spartacist/Canada
Publishing Association
Box 7198, Station A
Toronto, Ontario Canada**

7. Tant que le Québec restera une partie du Canada, nous chercherons à construire un parti révolutionnaire unique pour tout le pays, et nous nous opposerons à la revendication d'un parti québécois séparé car ce serait nationaliste et bundiste. Le principe leniniste est "un pouvoir d'Etat, un parti" — la lutte du prolétariat doit être dirigée contre le gouvernement existant, et ne doit pas être déviée sur des lignes régionalistes. Pour la même raison, nous avançons l'appel pour un parti ouvrier du Canada entier, basé sur les syndicats et ayant un programme de lutte de classe. Ceci ne signifie pas lutter pour une aile québécoise du NDP — parti social-démocrate anglophone, chauvin et ultra-réformiste qui n'a ni racines historiques, ni perspectives évidentes au Québec. Cela veut dire lutter pour un parti ouvrier qui parviendra à établir un gouvernement ouvrier dans tout le Canada, ceci en tant que contribution à la lutte pour la révolution socialiste à travers toute l'Amérique du Nord. C'est la tâche à laquelle se consacrent la Ligue trotskiste du Canada et la tendance spartaciste internationale. ■

L'infâme communiqué de Barcelone :

Les partis soussignés :

- 1) condamnent les attentats qui ont fait trois morts parmi les policiers ;
 - 2) constatent que les mesures décrétées par le Conseil des ministres ne contribuent pas au règlement de la situation actuelle ;
 - 3) condamnent énergiquement les détentions arbitraires de nombreux militants des partis démocratiques et les perquisitions violentes à leurs domiciles. Ils réaffirment leur volonté démocratique, leur absence de responsabilité dans les agressions de Madrid ;
 - 4) en conséquence, ils exigent :
 - a) la libération immédiate des militants démocratiques détenus et l'arrêt de l'utilisation de ces mesures arbitraires ;
 - b) l'action immédiate contre les vrais responsables de la situation actuelle, c'est-à-dire les organisations fascistes et para-policières ;
 - 5) réaffirment que seul le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et nationales et notamment l'amnistie sans restriction, permettront d'avancer vers la démocratie et un climat de tolérance démocratique.
- Dans le but d'obtenir ces objectifs, ils demandent la plus ferme unité et responsabilité de tout le peuple dans le cadre de leur déclaration démocratique et de la condamnation de tous les assassinats commis.

Parti du Travail (comité de Catalogne), Esquerra républicaine de Catalogne, Front national de Catalogne, Assemblée de Catalogne, i Hemeroteca General CEDOC

Le 30 janvier

UAB

Le nationalisme québécois et la lutte des classes

[Traduit de Spartacist Canada, janvier 1977]

Le mémorandum suivant sur le Québec a été adopté au dernier plénum du Comité Central de la Ligue trotskyste du Canada:

1. Le léninisme et le nationalisme sont deux opinions politiques fondamentalement opposées. Ainsi, tout en luttant contre toutes les formes de l'oppression nationale, nous sommes aussi opposés à toutes les formes de l'idéologie nationaliste. Une économie socialiste mondiale fournira la base pour la disparition graduelle des antagonismes nationaux et pour l'assimilation volontaire des nations.

Cependant, le capitalisme dans sa période de décadence intensifie l'oppression nationale et exacerbé les batailles nationalistes réactionnaires. Nous insistons sur le principe de l'égalité de toutes les nations et nous soutenons leur droit inconditionnel à l'autodétermination. C'est seulement en soutenant une telle garantie démocratique contre l'oppression et les priviléges nationaux que nous pouvons combattre l'idéologie nationaliste et jeter les bases de l'unité prolétarienne internationale contre le capitalisme, sans l'entrave des puissants antagonismes nationaux.

2. Pour les colonies (par exemple, Porto-Rico), le droit à l'autodétermination peut seulement s'exprimer par l'indépendance immédiate et inconditionnelle. Pour les nations opprimées à l'intérieur d'Etats multi-nationaux, la question de préconiser ou non l'indépendance dépend de la profondeur des antagonismes nationaux entre les travailleurs des différentes nations. Si les relations sont devenues empoisonnées au point de rendre impossible la véritable unité de classe au sein d'un pouvoir d'Etat unique, nous soutenons l'indépendance comme seul moyen de supprimer la question nationale de l'ordre du jour et mettre en avant la solution de classe. Les bolchéviks n'ont pas trouvé nécessaire de réclamer l'indépendance pour les minorités nationales opprimées dans la Russie tsariste, alors que Lénine soutint l'appel pour l'indépendance de la Norvège alors dominée par la Suède.

3. La victoire du Parti québécois après l'accroissement des antagonismes nationaux à propos de la question linguistique, à la fois au Québec et dans le Canada anglophone, soulève la question de savoir s'il faut passer du soutien au droit à l'autodétermination pour le Québec à l'appel pour son indépendance. Le sentiment nationaliste, présent parmi de nombreuses couches du prolétariat québécois, n'a pas empêché les travailleurs québécois de prendre la direction de nombreuses actions ouvrières étendues à tout le Canada, la plus importante étant celle du 14 octobre, la première grève générale nationale de l'histoire du mouvement ouvrier nord-américain. Mise à part la couche petite-bourgeoise du mouvement syndical qui est traditionnellement la base sociale des mouvements nationalistes (professeurs et fonctionnaires), il n'y a pas

eu de tendance perceptible à un délaissage des syndicats industriels internationaux au profit des syndicats nationalistes québécois. Les sondages avant les élections, qui reflétaient fidèlement le résultat électoral, établirent que seulement 18% des Québécois désirent actuellement l'indépendance. En ce moment, nous poursuivons par conséquent notre politique antérieure de défendre le droit à l'autodétermination pour le Québec, tout en nous opposant à l'indépendance. Si la question était posée aujourd'hui par référendum, nous affirmerions encore qu'il faut voter "non" à l'indépendance.

Mais nous reconnaissons aussi que la réaction chauvine anglophone au bilinguisme, combinée avec les manifestations de chauvinisme en faveur du français parmi les Québécois (par exemple, le Bill 22, la grève des contrôleurs de l'air) indiquent que les antagonismes nationaux pourraient très vite atteindre un degré tel que l'unité de classe commune pourrait éclater. Bien que la victoire du Parti québécois ait été principalement un contre-coup anti-libéral, elle a déjà conduit à un accroissement des confrontations entre le Québec et Ottawa, confrontations qui serviront probablement à attiser les antagonismes nationaux existants. Par conséquent, notre opposition à l'appel à l'indépendance maintenant n'écarte en aucune manière un appel pour l'indépendance dans un futur proche (par exemple au moment du référendum proposé par le Parti québécois dans deux ans). La question de savoir si la cause de l'unité de classe commune est, en fin de compte, mieux servie à l'intérieur d'un pouvoir d'Etat commun ou dans un Québec indépendant n'a pas encore été soumise à un test et à un résultat décisif et historiques.

4. Appeler à l'indépendance aurait toujours comme but de combattre l'idéologie nationaliste. L'indépendance du Québec jette-rait, espérons-le, les bases d'une unité à un niveau plus élevé entre le prolétariat anglophone et ses frères de classe du reste du continent. Contrairement aux nationalistes de gauche, nous ne mettons aucun espoir dans la stratégie utopique et réactionnaire de lutte pour une "république ouvrière québécoise" ou pour un "Québec indépendant et socialiste". L'établissement d'une "république ouvrière québécoise" n'est pas plus concevable qu'une "république ouvrière californienne". Le haut degré d'intégration de l'économie politique nord-américaine implique que le pouvoir prolétarien ne pourra être consolidé que sur une base élargie à tout le continent. La lutte de classe commune, et non pas l'esprit de clocher national/régional, est la voie vers la révolution socialiste en Amérique du Nord. Il serait particulièrement criminel de proposer une voie séparée au pouvoir pour le prolétariat relativement avancé et combatif du Québec, car les travailleurs québécois pourraient jouer un rôle d'avant-garde dans la révolution de l'Amérique du Nord toute entière.

Biblioteca de Comunicación
Hemeroteca General
suite page 11